



Communauté genevoise d'action syndicale

Organisation faîtière regroupant l'ensemble des syndicats de la République et canton de Genève // info@cgas.ch
Rue des Terreaux-du-Temple 6, 1201 Genève - tél. 0041 22 731 84 30 fax 731 87 06 - ccp 85-412318-9

Département de l'instruction publique
Monsieur Claude GOLDSCHMID
rue de l'Hôtel-de-Ville 6
case postale 3925
1211 Genève 3

Notre réf. 2255-CoT

Genève, le 04-05-2010

consultation par la commission HarmoS et Horaire Scolaire (HHS)

Cher Monsieur,

Nous faisons suite à votre demande du 28 avril 2010 concernant l'objet en titre et nous vous prions de trouver ci-joint la détermination de notre communauté à son égard.

En vous remerciant de nous avoir associé à cette consultation, nous vous prions de croire à l'expression de notre parfaite considération.

Annexe sous la forme de 3 pages A4

Claude REYMOND, secrétaire syndical CGAS

Françoise WEBER, secrétaire syndicale SIT, commission
formation professionnelle CGAS



QUESTIONNAIRE

Informations générales

Nom de l'organisme/institution : CGAS - communauté genevoise d'action syndicale

Adresse électronique : info@cgas.ch

Adresse postale : 1211 Ge 3

Nom de la personne de référence (qui répond au questionnaire) : Claude Reymond secrétaire CGAS, Françoise Weber, secrétaire syndicale pour la commission formation professionnelle

Son adresse électronique : fweber@sit-syndicat.ch ;

Son adresse postale : 1201 GE

Son numéro de téléphone : 022

Question 1 Globalement, le nouvel horaire scolaire proposé pour les élèves de l'enseignement primaire en page 15 de la brochure est-il, selon votre organisme/institution, satisfaisant ?

Très satisfaisant ☐

Plutôt satisfaisant ☒

Pas vraiment satisfaisant ☐

Pas du tout satisfaisant ☐

Sans avis ☐

Question 2 Sur quels points ce nouvel horaire scolaire pourrait-il être amélioré ?

ne pas figer l'horaire et les pauses par une loi, laisser souplesse pour tout projet

Question 3 Si ce nouvel horaire n'est globalement **pas vraiment** ou **pas du tout satisfaisant**, quelles en sont les raisons majeures ?

notre communauté s'était prononcée en faveur de l'horaire continu

Question 4 Le cas échéant, quel serait, selon votre organisme/institution, le modèle d'horaire scolaire adéquat, celui-ci intégrant l'augmentation du temps d'enseignement et respectant les critères établis par la Commission HarmoS et Horaire Scolaire (cités en page 10 et 11 de la brochure explicative) ?

Question 5 Commentaires éventuels.

Lors de la précédente consultation du SRED, la CGAS s'était prononcée en faveur d'un horaire continu sur 5 jours en lien avec un accueil extrascolaire conséquent. Il estime que cet horaire était mieux à même de concilier les besoins des enfants et des familles, notamment en lien avec l'organisation du

travail et du travail des femmes en particulier.

Tout en préférant l'horaire continu, la CGAS n'a pas d'opposition à la mise en place de l'école le mercredi matin, dans le sens que ce nouvel horaire, couplé aux horaires blocs, facilite l'organisation familiale, comme un repas de midi possible au parascolaire le mercredi.

D'une manière générale, la CGAS estime que l'augmentation de la dotation de l'horaire scolaire est de nature à lutter contre l'inégalité des chances des enfants dans leur formation scolaire et il soutient donc cette mesure. En effet, la dotation supplémentaire devrait permettre aux enfants ayant le plus de difficultés scolaires d'améliorer leurs chances d'atteindre un niveau de maîtrise des objectifs scolaires fixés. L'école renforce ainsi le tronc commun de ce qui est offert à l'ensemble des enfants, quelle que soit leur origine sociale. Cette mesure devrait être de nature à favoriser l'égalité des chances.

Dans ce sens, elle soutient également la mise en place d'appuis individualisés et d'études surveillées qui devraient également permettre aux élèves qui ne disposent pas, à leur domicile, d'un cadre propre à faire leurs devoirs, de les faire dans un cadre adapté et sans attendre, le cas échéant, la fin de l'accueil continu. Ce service devrait contribuer à compensant en partie les inégalités existant entre les familles quant aux possibilités de soutenir les élèves dans leurs apprentissages scolaires.

Elle soutient également la mise en place d'un accueil continu à la journée.

Toutefois, la crainte majeure de la CGAS est que cette double réforme (horaire scolaire et accueil continu) se mette en place sans que les moyens suffisants pour les différents secteurs qui seront touchés soient alloués, notamment l'école publique, le parascolaire, l'animation socioculturelle, les écoles de musiques et les crèches. La CGAS conditionne donc son soutien à cette réforme à l'obtention par les institutions concernées des moyens suffisants.

Pour l'école, les postes d'enseignant-e-s formé-e-s devront être alloués en suffisance (l'augmentation correspondraient à environ 80 postes), des enseignant-e-s doivent être formés avec les moyens mis à disposition.

Le GIAP sera fortement mis à contribution (d'autant plus que l'Etat a diminué sa part de subventionnement de 50% à 10%). Une pétition du personnel de décembre 2009 montrait déjà dans la situation actuelle la forte dégradation des moyens d'encadrement, qui n'ont pas suivi l'augmentation des effectifs d'élèves, avec des problèmes de taux d'encadrement, de qualité des prestations possibles avec les effectifs à encadrer, de sécurité, lors des trajets, et d'impact sur la motivation du personnel. Les locaux parascolaire sont également notoirement insuffisants.

Or avec l'organisation d'un repas et d'un accueil de midi le mercredi et la mise en place vraisemblable d'activités parascolaires le mercredi après-midi, il faudra adapter les dotations en conséquence, sans oublier ni les besoins nouveaux en formations, nécessaires à l'adaptation des activités à des prise en charge sur une après-midi entière, ni les besoins en locaux engendrés (selon les écoles) par cette nouvelle plage horaire, et un temps de préparation nécessaire pour ces activités, celui attribué aujourd'hui n'y suffisant en aucun cas.

La CGAS appelle les autorités communales, mais aussi cantonales à assumer financièrement pleinement ces besoins.

Pour l'animation socioculturelle, les maisons de quartier doivent continuer à être ouvertes à l'ensemble des publics, y compris les enfants en âge de scolarité primaire. En effet, l'approche et les activités proposées sont distinctes de celles offertes par le parascolaire, et visent plus l'intégration sociale et culturelle des familles, y compris à travers le travail fait avec leurs enfants. Nous appelons donc à maintenir la diversité de l'offre actuelle, qui répond à des besoins différents. La disparition de cet outil d'intégration aurait certainement des conséquences sociales très néfastes à moyen ou long terme. Il est donc exclu, à nos yeux, que les Communes ou l'Etat désinvestissent la FASE des missions actuelles ou suppriment des prestations concernant les enfants en âge de scolarité primaire.

Il faudra également veiller à ce que l'ensemble des activités culturelles, sportives et artistiques ne soient pas préteritées.

Les écoles de musiques et artistiques rencontrent également des problèmes de financement, de locaux, et d'organisation, qui se verront renforcés avec la diminution du temps disponible actuellement le mercredi matin pour les cours, et face à laquelle une alternative crédible devra être trouvée.

Enfin, la crainte est identique concernant les institutions de la petite enfance. En effet, la mise en œuvre du concordat Harmos a pour conséquence qu'environ 600 enfants nés entre le 1er août et le 31 octobre resteront, à terme, un an de plus dans une institution de la petite enfance plutôt que d'intégrer l'école obligatoire. Le retrait complet de l'Etat du financement des crèches a pour conséquence d'alourdir la charge des Communes qui doivent déjà faire face à une importante pénurie de places d'accueil pour les enfants d'âges préscolaires. Le canton, n'engageant pas de moyens supplémentaires dans ce secteur pour faire face à cette réorganisation, édicte même de nouvelles normes d'encadrement en vue d'augmenter simplement la taille des groupes d'enfants et donc de péjorer la prise en charge de ceux-ci. Les conditions de travail du personnel et leurs tâches s'en trouvent également augmentées et complexifiées. Il convient de relever aussi que les mercredis dans les crèches sont en général moins fréquentés car les enfants d'âges préscolaires sont en général pris en charge dans le cadre de la solution de garde trouvée pour les enfants scolarisés. Nul doute que les mercredis matin en crèche vont être plus fréquentés à l'avenir, avec les conséquences en terme de personnel qu'il faudra trouver.